République Française | Département du Calvados

1re CIRCONSCRIPTION - CAEN

Elections Législatives du 23 Novembre 1958



PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)

Notre Programme

Citoyennes, Citoyens,

A la veille des élections, mon ami **Marcel LABIGNE**, Suppléant, et moi-même, vous rappelons notre programme.

Et tout d'abord, permettez-nous de nous présenter. Qui ne connaît **Marcel LABIGNE**! Il n'a point de titres ronflants, ni de diplômes éminents. Il a mieux. Il a pour lui ses qualités de cœur qui l'ont conduit, depuis 5 ans, en tant que Président du Comité d'Aide aux Sans-Logis, à venir en aide aux malheureux en quête d'un toit. Aidé par M. l'Abbé Fourquemin et des amis de toute nuance politique, il n'a cessé de reloger le plus grand nombre de familles, et ce, grâce au concours bénévole et gratuit des commerçants caennais.

Quant à moi, seul Caennais parmi tous les candidats, vous me connaissez puisque, élu municipal à Caen depuis 1952, conseiller général depuis 1955, député depuis 1956.

Je me suis efforcé d'entreprendre beaucoup, sans réussir toujours, mais en persévérant obstinément.

Les résultats sont là, que je me permets de résumer brièvement :

— En parfaite collaboration avec mon collègue, M. Louvel, ce fut : l'inscription **au Plan** de l'Aménagement du Port de Caen, l'obtention de l'accord de l'Education Nationale pour la construction des nouveaux Lycées de garçons et de jeunes filles, le financement constant de la Guérinière.

D'autres réalisations me sont plus personnelles : je ne citerai que les plus importantes : nationalisation du Collège Technique, nouvelle tranche de 1.000 logements à la « Grâce de Dieu », déblocage des H. L. M. de Mondeville par un aménagement du projet des Abattoirs, réalisation de manifestations sportives de premier plan (National de Cross en 1955, rencontres diverses avec l'Armée Française), promesse de l'implantation à Caen d'un Centre d'Instruction Militaire rappelant notre 36e, dépôt de projet de prise en charge par l'Etat de la défense du littoral, aide à l'Office du Tourisme dans son effort de développement du Tourisme sur nos plages et dans la région.

Je n'émettrai qu'un regret, sans formuler d'ailleurs de critiques acerbes ; c'est de n'avoir pu, faute d'une coopération intime avec la Municipalité, et ce depuis 1957, voir se réaliser les projets qui nous tiennent à cœur, et qui intéressent Caen et sa banlieue : l'Usine d'Incinération d'ordures, la Piscine, le Marché Couvert, le Théâtre, la Gare-Marché, etc...

CE QUE JE VOUDRAIS RÉALISER :

A) SUR LE PLAN LOCAL :

Certains d'entre vous s'étonneront peut-être que je vous entretienne de problèmes locaux avant les problèmes nationaux, mais je crois fermement que nous devons de plus en plus réaliser la déconcentration économique, et que de la richesse de notre petite patrie, dépend celle de notre pays.

C'est pourquoi je désirerais :

1° SUR LE PLAN ECONOMIQUE :

— Créer rapidement — avec le concours de la Chambre de Commerce — la Région Economique Bas-Normande.

— Créer la Société d'économie mixte du Port, qui devra :
aménager la rue industrielle Caen-Ouistreham ;
permettre l'extension de la S. M. N., industrie clé et pilote de notre région, qui conditionne la vie économique des cantons de Caen, Douvres et Bourguébus.

— Autoriser l'implantation d'industries diverses et des logements nécessaires.

— Obtenir la création de la notion de « Grande Agglomération » dans laquelle chaque commune garderait son originalité.

2° SUR LE PLAN SOCIAL :

— Faciliter la création de logements par
l'obtention d'une avance de CENT MILLIONS du Département à l'Office Départemental ;
la création d'une caisse départementale d'épargne-logement, pour aider notamment les jeunes ménages à s'installer.

— Mettre les loyers H. L. M. à la portée des bourses les plus faibles, non en créant des logements « ultra-économiques », à la durée éphémère, mais en créant une allocation logement complémentaire, financée par le Département et la Ville.

— Créer un Centre moderne de vacances pour les vieillards, à l'instar de ceux qui ont été créés dans le Nord.

3° SUR LE PLAN « JEUNESSE ET SPORTS » :

— Créer une salle de sports à Caen, digne de l'importance de plus en plus grande prise par le sport à Caen et dans sa banlieue.

— Intensifier la pratique du sport et des activités culturelles dans les communes, en créant un fonds départemental d'aide sportive et culturelle permettant :
— de créer de petits stades locaux,
— de bâtir des foyers ruraux.

— Réaliser cette université ouvrière où, avec l'aide des Syndicats, les jeunes travailleurs parachèveront leur formation intellectuelle et technique.

— Obtenir une aide plus substantielle du Département pour édifier de nouveaux logements pour nos étudiants.

B) SUR LE PLAN NATIONAL

Des problèmes graves se posent à nous, dont la solution dépend du verdict que vous émettrez le 23 novembre !

Nous voulons :

1° UNE POLITIQUE GENEREUSE EN ALGERIE

Application du plan de Gaulle, qui n'est d'ailleurs que l'extension du plan Mollet, visant à :

a) Construire 230.000 logements en 5 ans,
b) Scolariser progressivement la jeunesse algérienne,
c) Créer 400.000 emplois nouveaux pour les Musulmans,
d) Elever les salaires algériens au niveau métropolitain,
e) Distribuer 250.000 hectares de terres.

Une telle politique n'a de chance d'aboutir que si un cessez-le-feu s'obtient en Algérie. Pour cela, nous souhaitons ardemment :

a) Des conversations le plus rapidement possible.
b) L'obtention, par paliers, d'une autonomie interne de l'Algérie,
c) L'association fraternelle de l'ensemble Maghrébin — y compris l'Algérie — dans la « Communauté Française ».

2° **UNE POLITIQUE DE PLEIN-EMPLOI ET D'EXPANSION ECONOMIQUE**

— Pas de politique « à la Pinay » qui ne peut conduire — à terme — qu'à la récession et au chômage.
— Mais une politique qui tendrait à augmenter les investissements — tout en les sélectionnant — pour que l'industrie française puisse produire mieux et plus, et devenir compétitive, lors de notre entrée dans le **Marché Commun.**
— Une politique qui accroîtra les revenus agricoles par :
  — l'augmentation et la sélection des investissements, pour produire plus et mieux ;
  — l'orientation de la profession (politique de prix garantis, réorganisation des marchés, réforme du circuit distributif) ;
  — l'encouragement de l'exploitation familiale.

3° **UNE POLITIQUE SOCIALE EQUITABLE, basée sur :**

— La réforme de la Sécurité Sociale et son extension à tous : commerçants, artisans, cultivateurs.
— La création du Fonds National de chômage.
— La création du Salaire Mensuel Garanti.
— L'amélioration du Fonds National de Solidarité.
— La création d'un Fonds National de l'Habitat.
— la suppression des zones de salaires.
— l'égalité entre les salaires des ouvriers des villes ou des campagnes.

4° **UNE POLITIQUE FISCALE JUDICIEUSE :**

— Réforme des taxes sur le chiffre d'affaires sur les bases définies par la proposition socialiste, pour libérer les détaillants de tout assujettissement à ces taxes et transférer leur collecte au stade des entreprises importantes, production et commerce de gros.
— L'exonération des revenus correspondant à un **VRAI** minimum vital.
— La diminution des impôts indirects, allant de pair avec la réorganisation des directs.
— La répression de la fraude.
— La réforme des finances locales.

5° **UNE POLITIQUE DE LA JEUNESSE reposant :**

— Sur la défense d'une laïcité fraternelle et tolérante.
— Sur la réforme démocratique de notre enseignement, capable de :
  — fournir les cadres indispensables au développement de l'économie et de l'agriculture modernes,
  — organiser la culture populaire,
  — ouvrir les perspectives de travail et d'éducation à une jeunesse de plus en plus nombreuse,
  — augmenter le nombre des établissements d'enseignement et des maîtres,
  — associer les industriels français à la formation, par l'Université, de techniciens et d'ingénieurs qualifiés,
  — permettre l'obtention de bourses aux enfants qui en ont réellement besoin.

6° **Enfin UNE POLITIQUE EXTERIEURE digne du passé et de l'avenir de la France, c'est-à-dire basée sur :**

— La réalisation progressive de l'Europe (au sens le plus large).
— Le refus d'accepter la zone de libre-échange qui mettrait l'industrie et l'agriculture françaises en difficulté devant les Anglo-Saxons.
— Le renforcement des pouvoirs de l'O. N. U.
— La réforme profonde de l'organisation atlantique.
— L'interdiction des expériences atomiques dans le cadre d'une entente collective et d'un contrôle général.
— L'aide aux pays sous-développés.
— Un désarmement général, simultané et contrôlé (dont notre ami Jules Moch s'est fait l'apôtre), seule possibilité pour construire une paix durable.

Si vous voulez, chères Electrices et chers Electeurs, qu'une telle politique soit faite, pendant ces cinq prochaines années, **votez socialiste.**

Toutes et tous, vous attendez, le cœur rempli d'espoir, que notre pays reprenne la place qui lui revient dans le concert des nations. Vous avez fait confiance, confusément, au général de Gaulle. Celui-ci ne remplira pleinement son rôle que s'il peut disposer d'une majorité cohérente, et d'une majorité tournée vers les tâches de l'avenir, c'est-à-dire une majorité de gauche.

L'option est nette. Le choix est facile. Il est à votre portée.

Ou bien la France deviendra une puissance économique de seconde zone, ou bien ces cinq prochaines années se dérouleront sous le signe de l'expansion économique et du progrès social.

Le Président du Conseil a choisi depuis le 16 octobre. Il a choisi la politique socialiste.

Faites comme lui.

VOTEZ ET VOTEZ SOCIALISTE !

Charles MARGUERITTE

Député sortant,
Conseiller Municipal de Caen,
Conseiller Général,
Ex-Juge d'Instruction à la Haute Cour,
Lieutenant-Colonel de Réserve,
Officier de la Légion d'Honneur (à titre militaire)
Rosette de la Résistance,
Croix de Guerre (3 citations, dont 2 avec palmes),
Officier d'Académie,
Médaille de la France Libre,
Medal of Freedom,
Croix des Combattants Volontaires de la Résistance,
Ancien Capitaine des Forces Françaises Libres, etc...

Remplaçant éventuel :

Marcel LABIGNE

Conseiller Municipal de Caen,
Croix de Guerre,
Président du Comité d'Aide aux Sans-Logis,
Responsable des questions commerciales et artisanales au Parti Socialiste

R. LE BRUN - CAEN